TP 233

l'île-périphérique au carrefour des mondes pacifique et atlantique.
Synthèse sur la place de l'Am. L
par Sabine JANSEN

L'« île-périphérique » au carrefour des mondes pacifique et atlantique

« Mieux vaut vivre dans un pays influent que dans un pays sous influence ». Cet aphorisme du bédéiste argentin Quino, père de la célèbre série *Mafalda*, est nourri par l'expérience douloureuse des Latino-Américains, condamnés à vivre dans l'ombre et sous la tutelle de la première puissance mondiale. Arrière-cour, dépendance, chasse gardée, le constat de Porfirio Díaz (1830-1915) à propos du Mexique, « si loin de Dieu et si près des États-Unis », peut s'appliquer à l'ensemble du sous-continent.

Face à l'émiettement et à la pesante présence états-unienne, les États latino-américains ont cherché dès les années 1960, pour mieux défendre leurs intérêts, à se regrouper dans des organisations régionales. Particulièrement nombreuses, à géométrie variable, elles ont des objectifs variés, plus ou moins ambitieux.

De l'Association latino-américaine de libre-échange créée en 1960 ou de la Communauté andine, en 1969, à l'Alliance du Pacifique en 2012, en passant par le Mercosur (Marché commun de l'Amérique du Sud), la Celac (Communauté des États d'Amérique latine et de la Caraïbe pour l'intégration et le développement), l'Alba (Alliance bolivarienne des Amériques), l'Alena (Accord de libre-échange nord-américain devenu en 2018 Accord Canada-États-Unis-Mexique) ou l'UNASUR (Union des nations sud-américaines), c'est un kaléidoscope d'organisations qui illustrent tout à la fois le désir et l'impuissance de l'Amérique latine à s'unir.

Source :

Tendances centripètes et poussées centrifuges alternent, commandées par un facteur externe, l'attitude des États-Unis, qui reste le premier partenaire commercial de l'Amérique latine, mais aussi par des facteurs internes, comme les rapports de force et les rivalités entre les États latino-américains eux-mêmes.

Selon la grammaire géopolitique de Halford Mackinder, l'Amérique latine est une « île-périphérique », loin de la zone stratégique du Heartland[7]. Pourtant, la fin de la guerre froide au début des années 1990, la lutte contre le terrorisme à partir de 2001, qui a conduit les États-Unis à se tourner vers d'autres théâtres d'opérations ainsi qu'à faire preuve d'un certain désinvestissement (*benign neglect*), et la mondialisation des échanges ont ouvert de nouveaux horizons à l'Amérique latine.

Intégré dans le commerce mondial (l'Union européenne est le premier partenaire du Mercosur et la Chine le deuxième de la zone Amérique latine-Caraïbe), le sous-continent bénéficie de deux façades maritimes sur des espaces économiques et stratégiques majeurs, les océans Atlantique et Pacifique. Même si tous les pays ne bénéficient pas des mêmes avantages (la Bolivie et le Paraguay sont enclavés et particulièrement dépendants de leurs voisins), ils sont nombreux à disposer de connexions faciles avec le monde. Les immenses ressources naturelles, notamment en eau et en superficies forestières, en font un enjeu environnemental de premier plan pour la planète et une zone convoitée, notamment par la Chine.

L'autonomie de l'Amérique latine s'est accrue depuis la fin du XXe siècle. Son ambition de sortir du giron américain s'est manifestée par la création d'organisations régionales intégrant Cuba, la nation proscrite par les États-Unis, dans l'ALBA en 2004 ou dans la CELAC en 2010.

L'appartenance du Brésil et de l'Argentine au G 20 depuis 2008 permet de faire entendre davantage la voix latino-américaine sur la scène

[7] La théorie du *Heartland* est le nom donné à une analyse géopolitique de l'histoire du monde proposée par le géographe britannique Halford John Mackinder (1861-1947) dans un article publié en 1904 dans *The Geographical Pivot of History*.

+ entrée dans les BRICS dans l'été 2023 mais refusée par le nouveau Pt NILEI

mondiale, qui résonne aussi au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en s'appuyant sur une stratégie sud-sud, avec une diplomatie de groupes et de sommets active : groupe IBAS (Inde-Afrique du Sud-Brésil), sommets ASPA (Amérique du Sud-Pays arabes) et AFA (Amérique du Sud-Afrique).

Toutefois, la forêt ne doit pas cacher l'arbre : le Brésil est en réalité le seul acteur de taille internationale. Membre du groupe des BRICS[8], il se veut le chef de file du sous-continent, parfois au grand dam de ses voisins. Néanmoins, c'est à lui que l'on doit nombre d'initiatives que ce soit à l'OMC ou au sein des Nations Unies.

Le Brésil a par exemple pris la direction de la Mission de paix en Haïti (MINUSTAH) appuyé par plusieurs pays sud-américains. En 2010, il s'est posé avec la Turquie en médiateur dans le dossier du nucléaire iranien, et a également fait des offres de service diplomatique avec l'Inde dans le dossier syrien. À partir de 2003, le Brésil a fait montre d'un activisme intense sur le plan international, revendiquant sans succès un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies. Son offensive diplomatique n'a pas été entièrement vaine : en 2013, le Brésilien Roberto Azevêdo a pris la tête de l'OMC et, en 2021, son compatriote José Graziano da Silva a été élu à la tête de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Cette nouvelle ambition se mesure à l'aune d'un réseau diplomatique en pleine expansion : il compte aujourd'hui 125 ambassades (dont la moitié en Afrique), quand l'Argentine n'en a que 83. C'est sur le continent africain que le Brésil a fait porter une grande partie de ses efforts, s'appuyant sur la lusophonie, dont il est devenu le premier défenseur au sein de la Communauté des pays de langue portugaise. Ce *soft power* s'appuie sur la musique, le football mais aussi sur un passé commun marqué par la colonisation et l'esclavage (56 % de la population brésilienne est afro-brésilienne).

Au-delà de la culture et de l'histoire, il y a également l'économie. En 2013, le Brésil a annulé 900 milliards de dette de douze pays africains. Les échanges commerciaux avec l'Afrique, entre 2000 et 2016, ont été multipliés par sept et de grandes multinationales brésiliennes, à l'exemple de Vale sont présentes au Mozambique ou en Guinée. Toutefois, le Brésil ne peut rivaliser avec la Chine ou les puissances occidentales présentes de longue date.

Le retournement de la conjoncture au mitan des années 2010 et la crise de la Covid-19 ont fortement pénalisé le sous-continent. Pourtant, comme l'a écrit le journaliste Millôr Fernandes à propos du Brésil, si « la géographie n'est pas un destin », elle fournit à l'Amérique latine des atouts à faire valoir dans le contexte de la mondialisation, de la rivalité entre Chine et États-Unis et d'une Europe confrontée au retour de la guerre sur son sol. ■

Sabine Jansen

[8] Acronyme anglais qui désigne le groupe de cinq grandes puissances émergentes se réunissant depuis 2011 en sommets annuels : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.